

Déjeuner d'affaires d'Équipe Canada

Le 22 janvier 1998
Santiago (Chili)

Mesdames et Messieurs, Santiago est la dernière escale de notre mission commerciale en Amérique latine, mais à bien des égards, il semble que nous ayons gardé le meilleur pour la fin.

Équipe Canada 98 a donné au Canada l'occasion de réaffirmer son identité en tant que pays des Amériques. Au-delà de certaines réalités géographiques et historiques évidentes, nous entendons faire passer nos rapports à un niveau qui témoigne plus clairement de la place que nous occupons dans cet hémisphère et de ce que nous attendons de l'avenir.

Cette détermination ne s'est jamais exprimée de façon plus éclatante que dans nos relations avec le Chili. En trois ans à peine, nous avons pu jeter les bases d'un partenariat essentiel. Ma visite en 1995 représentait - ce dont je me réjouis, d'ailleurs - la première visite d'un Premier ministre du Canada en terre chilienne. C'est à cette occasion qu'a été constituée la Commission binationale permanente sur les relations politiques, économiques et commerciales. L'année suivante, le Président Frei se rendait à son tour au Canada pour signer l'Accord de libre-échange Canada-Chili.

En cette veille du XXI^e siècle, nous comptons donner plus d'expansion à notre partenariat. Nous voulons accélérer le processus déjà amorcé avec le Chili, avec toute l'Amérique latine, en fait.

Dans une foule de domaines, nos liens se sont resserrés de façon exceptionnelle, preuve de la confiance absolue que nous avons l'un envers l'autre, et du regard optimiste que nous jetons sur l'avenir. Au sein de l'ONU, de l'OEA et de l'APEC, nous travaillons ensemble à trouver des solutions à des problèmes qui nous concernent tous - le libre-échange, la protection de l'environnement, la paix et la sécurité internationale. Soit dit en passant, le Canada a été vivement touché de l'appui que le gouvernement du Chili lui a manifesté il y a un mois, à Ottawa, en signant la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

Mais c'est au chapitre des échanges commerciaux et des investissements que notre partenariat s'est le plus développé. Preuve que le Canada et le Chili s'entendent fort bien en affaires.

Le commerce entre nos pays fait des progrès rapides. Il s'est accru de 100 p. 100 au cours des cinq dernières années. L'an passé, le Chili nous a acheté pour 417 millions de dollars en marchandises, se classant au quatrième rang parmi nos principaux marchés d'exportation en Amérique du Sud. Ses propres exportations vers le Canada totalisaient quant à elles 342 millions de dollars. Le flux de nos échanges commerciaux a doublé depuis 1992. Et ce n'est là qu'un début.

L'automne passé, au Canada, 1 100 entreprises tournées vers l'exportation ont assisté dans tout le pays à des colloques sur l'Accord de libre-échange Canada-Chili, ce qui en dit long sur leur enthousiasme, et aussi sur l'optimisme suscité par tout ce que promettait cet accord.

Le Canada vient au deuxième rang des investisseurs étrangers au Chili. Nos entreprises s'intéressent plus particulièrement au secteur des mines et des services connexes, mais aussi aux technologies de l'information, aux télécommunications, à l'environnement, à l'agriculture et à l'exploitation forestière - autant de secteurs en pleine expansion au Chili. Les spécialistes canadiens peuvent également répondre à vos besoins en matière d'infrastructure, de tourisme, de services financiers et d'énergie.

L'un des principaux défis que nos deux pays doivent relever consiste à se préparer le mieux possible à la mondialisation, à l'ère de l'information. Dans ce contexte, l'instruction tient une place prépondérante dans l'économie du XXI^e siècle. Dans une société mondialisée, il est peu de choses aussi importantes que d'offrir aux jeunes la possibilité d'étudier à l'étranger. Là encore, nous avons travaillé à mettre en commun nos connaissances. L'inauguration du Centre canadien d'éducation, à Santiago, témoigne d'ailleurs de notre engagement à cet égard.

Mesdames et Messieurs, le Canada et le Chili ont entrepris de former un partenariat dynamique, et Équipe Canada 98 est ici pour donner à ce partenariat des fondations solides, assurer à nos citoyens une plus grande prospérité, leur fournir de meilleures chances de s'épanouir et créer à leur intention un plus grand nombre d'emplois.

Je me sens vraiment choyé de me trouver à la tête d'une équipe aussi impressionnante. Nous éprouvons beaucoup de fierté d'être en Amérique latine pour faire connaître le Canada du XXI^e siècle. Équipe Canada 98 est la plus importante que nous ayons jamais constituée. Outre des chefs de gouvernement, nous comptons parmi nous des représentants de certaines de nos maisons d'enseignement les mieux cotées, des femmes et des hommes d'affaires parmi les plus brillants qui témoignent tous à leur façon - des grands exportateurs aux jeunes entrepreneurs, de l'exploitation agricole et minière aux technologies de pointe en matière de télécommunications - du dynamisme de notre économie. Notre mission compte également le plus grand groupe de femmes d'affaires jamais réuni, un fait dont je me réjouis tout particulièrement. Et, pour la première fois, nous avons deux représentants d'organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine des dossiers sociaux.

Au risque d'être accusé de vantardise, je dirais que les efforts déployés par Équipe Canada pour conclure de nouveaux contrats et établir de nouveaux partenariats au Chili ne peuvent que bénéficier de la relance de notre économie. Au cours des cinq dernières années, notre gouvernement a mis de l'ordre dans ses finances, tout comme les provinces. Notre déficit, que nous avons déjà réussi à abaisser de façon remarquable, devrait être effacé d'ici la fin de l'exercice 1998-1999. Les taux d'intérêt et l'inflation ont chuté à un niveau sans précédent. Le taux de chômage est à son plus bas depuis plus de sept ans. Nous avons, en fait, restructuré notre économie pour tirer parti des perspectives qui s'ouvrent à l'aube du XXI^e siècle. L'économie canadienne suscite partout dans le monde une confiance de plus en plus grande. Par exemple, l'OCDE a prédit récemment que le Canada se trouvera au premier rang des pays du G7 en 1998 et en 1999 pour le taux de croissance économique et de création d'emplois.

Le Canada offre également d'extraordinaires possibilités au Chili. Outre son économie dynamique, il dispose de travailleurs hautement qualifiés, de collectivités sécuritaires, de bonnes écoles et d'une d'excellente qualité de vie. Et en travaillant de pair avec leurs partenaires locaux, ceux qui investissent au Canada pourront avoir accès au lucratif marché de l'ALENA, qui représente près de 400 millions de personnes. Pour les entreprises chiliennes à la recherche de partenariats à l'étranger, le message est clair : le Canada est l'un des meilleurs pays au monde pour investir et y faire des affaires.

Équipe Canada 98 apporte aussi avec elle une vérité fondamentale touchant les affaires dans une économie vraiment mondiale : l'amélioration du commerce et la facilitation des investissements sont source de croissance et de prospérité économiques. Plus encore, elles sont la pierre angulaire d'une société dynamique et démocratique. Ce sont là des leçons qui ont été bien apprises au Canada et au Chili.

Au Canada, tout comme au Chili, les exportations sont le moteur de l'économie. Elles représentent maintenant près de 40 p. 100 de notre PIB, comparativement à 25 p. 100 il y a seulement cinq ans. L'ouverture que nous avons toujours eue envers le commerce et les investissements internationaux est un élément essentiel de la prospérité croissante du Canada. Grâce à cette prospérité, nous nous sommes donné une qualité de vie que les Nations unies ont classé au premier rang mondial au cours des quatre dernières années.

Et c'est avec admiration que le Canada a observé le Chili alors qu'il mettait en place son propre cadre de prospérité au sein de l'économie mondiale. Un cadre favorisant le commerce et les investissements est la clé d'une meilleure qualité de vie. La population chilienne a appris qu'une économie ouverte va de pair avec le développement démocratique.

Ayant eux même profité des avantages que procure le commerce ouvert, le Chili et le Canada sont parmi les chefs de file de la libéralisation des échanges dans les Amériques. Nos deux pays croient qu'un commerce ouvert guidé par des règles bien appliquées est avantageux pour tous. D'ailleurs, l'Accord de libre-échange conclu entre le Canada et le Chili l'illustre bien.

Nous pouvons même en voir déjà les avantages. Les entreprises canadiennes ont accès à un marché dynamique en pleine croissance où les tarifs douaniers sont faibles. Il s'agit d'une économie stable dont le taux d'épargne est élevé et au sein de laquelle se trouve une classe moyenne de plus en plus nombreuse et agréablement surprise par les produits et les savoir-faire canadiens. La première réunion de la Commission canado-chilienne de libre-échange, tenue durant la visite d'Équipe Canada, illustre d'ailleurs notre volonté de bien faire fonctionner cet accord. De plus, l'adhésion de votre pays au MERCOSUR pourra apporter d'autres avantages au Canada et au Chili.

En avril, Santiago sera l'hôte du deuxième Sommet des Amériques. Mon ami, le Président Frei, a fait de l'excellent travail dans ses préparatifs. Ensemble nous tenterons de donner un bon coup de pouce au lancement de négociations sur l'établissement d'une zone de libre-échange à l'échelle des Amériques. Ensemble, nous montrerons qu'il n'est plus question de revenir en arrière pour le Canada et le Chili. L'immobilisme n'est pas une option non plus. Nous devons aller de l'avant.

Ce sera également une bonne occasion de renforcer la coopération dans d'autres domaines d'intérêt commun qui vont de pair avec notre volonté de voir les régions prospérer, comme l'éducation, l'environnement, les droits de la personne et le développement de la démocratie.

Comme je l'ai dit dès le début, le Canada est un pays des Amériques. A ce titre, nous sommes de plus en plus conscients que l'établissement de relations plus étroites avec nos amis et voisins de l'Amérique latine est la clé de notre avenir. Par contre, aucun de ces amis n'est plus proche que le Chili. Et la présence ici de si nombreux entrepreneurs chiliens prouve que ce sentiment est partagé.

Notre arrêt à Santiago marque la fin d'une mission positive et productive pour Équipe Canada 98. Mais notre travail ne se termine pas ici. Il se poursuivra comme il se doit. Les ententes signées ici entre les gouvernements et les entreprises ne sont pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de parvenir à des fins beaucoup plus élevées : apporter la prospérité à nos populations, les aider à poursuivre leurs rêves et à s'en donner d'autres, et leur donner une meilleure qualité de vie.

Ces objectifs ne s'atteignent pas au bout d'une courte visite. Ils exigent de la patience et un engagement de part et d'autre. Je suis ici pour vous dire que le Canada est disposé à s'engager pour longtemps.